

Résolution à l'attention de l'assemblée générale du GSsA du 5 mai 2024

Pour une analyse sobre et honnête de la menace

Selon les rapports actuels sur l'armée et la politique de sécurité, une attaque armée contre la Suisse est extrêmement improbable. Cette formulation a été encore plus clairement choisie après l'attaque contre l'Ukraine qu'auparavant.

Pour la Suisse, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine n'a pas été un changement d'époque de la menace militaire réelle. Mais il s'agissait néanmoins d'un changement d'époque en matière de politique de sécurité : Depuis, les bourgeois ont perdu toute retenue et toute mesure dans leurs exigences de réarmement. Ils sacrifient tout à cette frénésie de dépenses : Prévoyance vieillesse, protection du climat, formation. Mais l'hégémonie bourgeoise nuit également à la sécurité de la Suisse, car elle obscurcit la vision des menaces réelles.

Nous demandons donc une analyse sobre des menaces, qui ne se base pas sur un sentiment subjectif de danger, mais sur le terrain de la réalité. Nous devons nous concentrer sur les risques dont la probabilité d'occurrence et le potentiel de dommages sont les plus élevés et investir dans des moyens qui sont réellement utiles pour les contrer.

Nous demandons que la crise climatique soit enfin reconnue comme une menace pour la sécurité nationale. Il n'y a guère d'autres menaces qui présentent un potentiel de dommages aussi élevé pour l'humanité que l'augmentation de la température causée par nos émissions. La probabilité et l'ampleur d'immenses dommages augmentent chaque année d'inaction. Bien que la Suisse soit particulièrement touchée selon les modèles climatiques, les investissements de notre pays dans la décarbonisation restent loin d'être adéquats.

Nous demandons des investissements dans l'aide en cas de catastrophe. La Suisse n'est actuellement pas suffisamment préparée à divers dangers réels. Actuellement, le système de santé suisse serait déjà dépassé en cas d'événement impliquant plus de 25 blessés graves. Selon l'Office fédéral de la protection de la population, un tremblement de terre nécessitant la prise en charge de 10 000 blessés serait toutefois possible à tout moment.

Nous demandons une doctrine militaire qui prenne en compte la situation géographique de la Suisse. La Suisse ne se trouve pas dans les pays baltes, elle est entourée d'un cercle dense de pays membres de l'OTAN. Même si l'on ne compte pas les États-Unis, les États de l'OTAN ont investi plusieurs fois plus dans leur armée que la Russie au cours des dernières années. Pour des raisons militaires, économiques, mais aussi démographiques, l'armée de Poutine n'a aucune chance de défier sérieusement l'OTAN par des moyens conventionnels. Il n'existe aucun scénario réaliste dans lequel ses troupes se retrouveraient soudainement de l'autre côté du lac de Constance.

Nous demandons au Parlement de marquer une pause dans les dépenses de l'armée. Le Parlement doit rejeter résolument le message sur l'armée 2024 et ses cinq décisions, notamment le programme d'armement 2024.

Nous demandons une politique de sécurité qui accepte que la Suisse soit un pays neutre. Plus de 90% de la population suisse veut s'en tenir à la neutralité, qui est inscrite dans la Constitution fédérale. Non seulement la Suisse n'a pas d'obligation d'assistance. Au contraire, il lui est interdit de fournir une assistance militaire. La planification de l'armement suisse doit enfin s'orienter sur ce fait.

Nous demandons une véritable solidarité avec nos voisins européens. Il n'est utile à personne que des avions de combat et des chars supplémentaires traversent les Alpes suisses. Même en tant que pays neutre, la Suisse a de nombreuses possibilités de contribuer à une architecture de sécurité stable en Europe et dans le monde. Cela comprend notamment l'aide humanitaire à l'Ukraine - par exemple dans le secteur de l'énergie - ainsi que l'application des sanctions contre la Russie.

Nous demandons que l'on fasse la lumière sur la manière dont la Suisse a contribué à l'armement de la Russie. Indépendamment de la position politique, il devrait y avoir un consensus sur le fait que c'est une erreur stratégique de réarmer des agresseurs militaires. Pour tirer les leçons du passé, il faut un travail public sur la collaboration de la Suisse avec l'industrie d'armement russe.

Nous demandons au Conseil fédéral une véritable transparence des coûts. Les dépenses prévues pour les acquisitions d'armement entraîneront des coûts d'entretien et d'exploitation et, plus tard, des coûts d'élimination se chiffrant en milliards.

Nous demandons de l'honnêteté de la part des bourgeois. L'armée n'a pas été "économisée à tout prix". Au contraire, les dépenses militaires suisses sont en nette augmentation depuis deux décennies déjà. Le fait est qu'il n'y a guère de pays en Europe qui dépense autant d'argent par habitant pour l'armée que la Suisse.

Nous demandons à la politique d'impliquer la population. Selon les sondages de la MILAK, à peine 20 pour cent de la population est favorable à une augmentation des dépenses de l'armée. La grande majorité de la population n'a guère de voix dans la politique, notamment parce qu'il n'est pas possible de lancer un référendum contre les augmentations de budget. Le Parlement pourrait changer cela.